



COMMUNIQUE DE PRESSE n° 7/26

Luxembourg, le 22 janvier 2026

Conclusions de l'avocat général dans l'affaire C-877/24 | [Shamsi] ¹

Séjour irrégulier : selon l'avocat général Spielmann, une décision de retour peut être prise à l'égard d'un ressortissant d'un pays tiers en séjour irrégulier qui purge une peine de réclusion de longue durée

En revanche, un État membre n'est pas obligé d'accorder un titre de séjour provisoire dans une telle situation

En 2015, un ressortissant azerbaïdjanais a été condamné par une juridiction néerlandaise à la réclusion à perpétuité pour plusieurs homicides perpétrés en mai 2011. En 2018, à la suite de cette condamnation, son permis de séjour a été retiré avec effet rétroactif au 12 mai 2011. Il lui a également été ordonné de quitter immédiatement le territoire de l'Union européenne.

En 2020, un ressortissant afghan a été condamné par une juridiction néerlandaise à une peine de 25 ans de réclusion pour deux tentatives d'assassinat à caractère terroriste perpétrées le jour de son entrée aux Pays-Bas. Il était entré aux Pays-Bas depuis l'Allemagne en 2018, après que sa demande d'asile, déposée en Allemagne, avait été définitivement rejetée. En 2023, le ministre de l'Asile et de la Migration lui a ordonné de quitter immédiatement le territoire de l'Union.

La question est de savoir si une décision d'éloignement pouvait valablement être prise dans ces deux cas, alors qu'il était impossible de procéder à l'éloignement en raison de l'exécution d'une longue peine de réclusion.

Saisi de ces affaires, le Conseil d'État néerlandais a décidé de poser des questions à la Cour de justice. Il relève que la directive 2008/115 ² semble imposer l'obligation d'adopter une décision de retour dans une telle situation, mais qu'elle ne détermine pas clairement l'articulation de cette obligation avec le fait que toute possibilité de retour effectif est exclue pendant une longue période.

En outre, dans l'hypothèse où le ministre n'aurait pas été habilité à prendre une décision de retour, le Conseil d'État néerlandais souhaite déterminer s'il était alors tenu d'accorder un titre de séjour aux deux personnes concernées afin d'éviter une situation dans laquelle elles ne pourraient pas faire l'objet d'une procédure de retour, sans pour autant séjourner de manière régulière.

Dans ses conclusions présentées ce jour, l'avocat général Dean Spielmann estime que la directive 2008/115 ne **s'oppose pas à l'adoption d'une décision de retour à l'encontre d'un ressortissant d'un pays tiers en séjour irrégulier qui purge une longue peine de réclusion, et que son éloignement n'interviendra qu'à l'issue de celle-ci**. Cependant, les autorités doivent vérifier périodiquement si l'éloignement peut être concrètement envisagé, en fonction de l'évolution de la situation pénale de la personne concernée.

En revanche, la directive s'oppose à l'adoption d'une décision de retour lorsque la perpétuité irréductible fait disparaître toute perspective d'éloignement, celui-ci devenant alors de fait impossible ³. En outre, la directive n'impose pas à un État membre l'obligation d'accorder un titre de séjour à un ressortissant d'un pays tiers en séjour irrégulier pendant l'exécution de sa peine privative de liberté.

RAPPEL : Les conclusions de l'avocat général ne lient pas la Cour de justice. La mission des avocats généraux consiste à

proposer à la Cour, en toute indépendance, une solution juridique dans l'affaire dont ils sont chargés. Les juges de la Cour commencent, à présent, à délibérer dans cette affaire. L'arrêt sera rendu à une date ultérieure.

RAPPEL : Le renvoi préjudiciel permet aux juridictions des États membres, dans le cadre d'un litige dont elles sont saisies, d'interroger la Cour sur l'interprétation du droit de l'Union ou sur la validité d'un acte de l'Union. La Cour ne tranche pas le litige national. Il appartient à la juridiction nationale de résoudre l'affaire conformément à la décision de la Cour. Cette décision lie, de la même manière, les autres juridictions nationales qui seraient saisies d'un problème similaire.

Document non officiel à l'usage des médias, qui n'engage pas la Cour de justice.

Le [texte intégral](#) des conclusions est publié sur le site CURIA le jour de la lecture.

Contact presse : Amanda Nouvel ☎ (+352) 4303 2524.

Restez connectés !



¹ Le nom de la présente affaire est un nom fictif. Il ne correspond au nom réel d'aucune partie à la procédure.

² [Directive 2008/115/CE](#) du Parlement et du Conseil, du 16 décembre 2008, relative aux normes et procédures communes applicables dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier.

³ À cet égard, l'avocat général Spielmann relève qu'une telle hypothèse demeure largement théorique, dans la mesure où une situation de ce type se heurterait, très vraisemblablement, à l'article 3 de la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, tel qu'il est interprété par la Cour européenne des droits de l'homme. En particulier, selon cette juridiction, pour être compatible avec l'article 3 de la CEDH, une peine à perpétuité doit être compressible de jure et de facto, c'est-à-dire qu'elle doit offrir à la fois une chance d'élargissement et une possibilité de réexamen.